



Canadian Association of University Teachers
Association canadienne des professeures et professeurs d'université

Le 20 avril 2022

Comité permanent des affaires étrangères et
du commerce international
131, rue Queen, 6e étage
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Canada

PAR COURRIEL : FAAE@parl.gc.ca

Mesdames et Messieurs les membres du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes,

Je vous écris au nom de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (l'Association), qui représente 72 000 membres du personnel universitaire et général travaillant dans 120 collèges et universités partout au pays. Elle félicite le Comité d'entreprendre cette importante étude sur l'équité vaccinale et les droits de propriété intellectuelle. Ce thème lui tient particulièrement à cœur, car il renvoie à des circonstances difficiles dans lesquelles se trouvent nos collègues à l'étranger pendant la pandémie.

L'Association fait partie de l'Internationale de l'éducation qui, appuyée par les pendants de l'Association de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Suisse, des États-Unis d'Amérique et de l'Afrique du Sud, presse les gouvernements d'appuyer la dérogation temporaire aux droits à la propriété intellectuelle sur les vaccins et le traitement contre la COVID-19 à l'OMS. Si elle est adoptée, la dérogation favorisera la croissance de la production de vaccins dans le monde et contribuera par le fait même à l'accès équitable aux vaccins pour tous.

La dérogation temporaire aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour ce qui est des vaccins contre la COVID-19 a d'abord été proposée par l'Afrique du Sud et l'Inde en octobre 2020. Elle a depuis rallié l'appui de plus de 100 pays. Seuls quelques pays riches s'y sont opposés et ont préféré choisir de défendre les sociétés pharmaceutiques et leurs profits durant une pandémie, qui causé la mort de plus 6 millions de personnes dans le monde, dont 37 000 au Canada, et qui fait toujours des ravages chez les plus vulnérables.

L'Association prie le gouvernement d'appuyer activement la dérogation aux ADPIC et de s'employer à convaincre les gouvernements qui refusent de participer aux négociations sur la dérogation aux droits de propriété intellectuelle pour les vaccins et le traitement contre la COVID-19.

Grâce aux actions du gouvernement pour assurer un approvisionnement suffisant en vaccins, la population canadienne est plus que fortunée d'avoir un accès aussi complet aux vaccins contre la COVID-19. Par contre, le reste du monde doit faire face aux nouvelles vagues de COVID-19 sans ces outils essentiels. La menace que posent les nouveaux variants de la COVID-19 plane toujours, et nul n'est à l'abri tant que tous ne sont pas protégés. La seule solution à une pandémie mondiale repose sur la solidarité mondiale, tandis que le nationalisme vaccinal et le mercantilisme en temps de crise ne reviennent qu'à des stratégies d'autodestruction.

Il faut que les enseignants et le personnel de soutien en éducation accèdent à des vaccins contre la COVID-19 afin d'assurer un retour permanent et sécuritaire à l'enseignement en classe. La condition première pour la vaccination des enseignants du monde entier est de disposer de suffisamment de vaccins dans tous les pays.

Si vous avez besoin d'un complément d'information que l'Association ou l'Internationale de l'éducation peut vous fournir sur la défense de l'équité vaccinale, n'hésitez pas à communiquer avec moi. Pour ce faire, le meilleur moyen est d'écrire à Andrea Stuart, agente des politiques et relations gouvernementales de l'Association, à stuart@caut.ca ou de l'appeler au 613-413-5431.

Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les membres du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes, mes salutations distinguées.



David Robinson
Directeur général

/ca